

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 16/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NL EXPERTISE LOGISTIQUE**

Zone artisanale et commerciale Est  
18 Rue Abo Volo  
14120 Mondeville

Références : 2026-053  
Code AIOT : 0005303665

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement NL EXPERTISE LOGISTIQUE implanté Zone artisanale et commerciale Est 18 Rue Abo Volo 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 janvier 2026 au sein de l'établissement NL Expertise Logistique. Cette inspection avait notamment pour objectif de vérifier la mise en œuvre, par l'exploitant, des prescriptions imposées à la suite de la publication de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) du 22 décembre 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NL EXPERTISE LOGISTIQUE
- Zone artisanale et commerciale Est 18 Rue Abo Volo 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005303665
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NL Expertise Logistique exerce une activité d'entreposage de matières combustibles au sein des deux bâtiments appelés « F16 » (63 000 m<sup>3</sup>) et « F17 » (65 000 m<sup>3</sup>) situés sur les communes de Mondeville et Giberville. Cette installation classée pour la protection de l'environnement est soumise au régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 (entrepôt) et au régime déclaratif pour les rubriques 2925 (atelier de charge) et 4320 (aérosols).

L'Inspection s'est rendue au niveau, du bâtiment F17 (local de charge, cellules liquide inflammable et aérosols), du bassin d'infiltration côté "sortie camion", du bassin de confinement des eaux incendie, du local sprinklage.

Un test de déclenchement de l'alarme incendie a été réalisé : l'inspection a constaté pendant ce test la fermeture des portes coupe-feu de l'atelier de charge et de la cellule de liquides inflammable, le changement d'état des vannes du bassin d'infiltration "côté sortie" pour isoler ce bassin d'infiltration et orienter les eaux d'extinction vers le bassin de confinement, le déclenchement de l'alarme sonore.

L'Inspection s'est rendue au niveau du local de sprinklage et du mur coupe-feu créé le long du bâtiment F17.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de 10 bouteilles de gaz stockées à l'arrière du site, en dehors de l'enceinte grillagée, entre le bâtiment F17 et le bassin de rétention, ainsi que deux bouteilles de gaz à l'intérieur du grillage. L'exploitant précise que les bouteilles situées à l'extérieur de l'enceinte, dont huit sur palettes, sont vides et en attente d'enlèvement.

Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires afin que l'ensemble des bouteilles de gaz, qu'elles soient pleines, en cours d'utilisation ou vides, soient stockées conformément à la réglementation, en tenant compte des risques associés à ces bouteilles.

Par ailleurs, l'inspection invite l'exploitant à mettre à jour le plan de défense incendie (PDI), le cas échéant, en y intégrant la localisation du stockage des bouteilles de gaz si ce stockage devait devenir permanent.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative, état des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 22/12/2023, article 4	Sans objet
2	Délai de	Arrêté Préfectoral du 22/12/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réalisation	article 10	
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
4	Défense contre l'incendie	AP Complémentaire du 22/12/2023, article 7	Sans objet
5	Mesures d'atténuation des effets thermiques	AP Complémentaire du 22/12/2023, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente, au regard des documents remis par l'exploitant et des éléments observés par sondage lors de l'inspection, une organisation en adéquation avec les prescriptions relatives à la gestion des stocks, à la défense contre l'incendie et à l'entretien de l'ouvrage de confinement des eaux d'extinction. Toutefois, deux points appellent à une vigilance particulière: l'absence provisoire du certificat N1 liée à la procédure d'audit trentenaire actuellement en cours, et le suivi régulier de la maintenance, notamment concernant le système de sprinklage.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative, état des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2023, article 4			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, état des matières stockées			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime*
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Entrepôt F16 : 63 000 m <sup>3</sup> Entrepôt F17 : 65 000 m <sup>3</sup>	E
2925	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d')	1 atelier de charge par entrepôt 60 kW	D

4320	A é r o s o l s e x t r ê m e m e n t i n f l a m m a b l e s o u i n f l a m m a b l e s d e c a t é g o r i e 1 o u 2 c o n t e n a n t d e s g a z i n f l a m m a b l e s d e c a t é g o r i e 1 o u 2 o u d e s l i q u i d e s i n f l a m m a b l e s d e c a t é g o r i e 1.	Aérosols entreposés dans une cellule dédiée au sein de l'entrepôt F16 46 t	D
1530 <sup>1</sup>	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux c o m b u s t i b l e s a n a l o g u e s	8 000 m <sup>3</sup>	DC
1532-2 <sup>1</sup>	Stockage de bois ou m a t é r i a u x c o m b u s t i b l e s a n a l o g u e s	Palettes entreposées à l'extérieur des entrepôts 600 m <sup>3</sup>	NC
2663-2 <sup>1</sup>	S t o c k a g e d e pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	800 m <sup>3</sup>	NC
4331	L i q u i d e s i n f l a m m a b l e s d e c a t é g o r i e 2 o u c a t é g o r i e 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	L i q u i d e s i n f l a m m a b l e s e t alcools de bouche entreposés dans une cellule dédiée au sein de l'entrepôt F16 36 t  <i>La quantité pour l'ensemble des liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 ou d'alcools de bouche, classés dans les</i>	NC

		<i>rubriques <u>4331 et 4755</u>, susceptible d'être présente dans l'entrepôt, ne peut excéder <u>36 tonnes au cumul</u></i>	
4755	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.		
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	1t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	1t	NC

#### Constats :

L'exploitant a transmis, conformément à la demande de l'inspection, l'état des matières stockées sur le site. Le document fourni, précisant la date de la visite, se présente sous un format A4 permettant une lecture claire des quantités présentes, de leur localisation ainsi que de leur classification selon la nomenclature ICPE. L'état des stocks précise également les seuils maximaux autorisés pour chaque type de matière. Un code couleur indique notamment lorsque les quantités sont inférieures à 10 % du stock maximal autorisé.

Au regard des éléments déclarés dans ce document, l'inspection constate que les quantités annoncées respectent les seuils maximaux applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Délai de réalisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réalisation après la notification de l'arrêté
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les travaux nécessaires au confinement des eaux d'extinction dans le bassin n°4 et à la réception du poteau incendie installé à moins de 100 mètres de ce bassin sont attendus sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans un premier temps, l'inspection a vérifié la réalisation des travaux nécessaires au confinement des eaux d'extinction dans le bassin n°4, tels qu'exigés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2023. L'exploitant a présenté le plan des réseaux de l'établissement, daté du 17 janvier 2023, décrivant le fonctionnement de la gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinction sur le site. En fonctionnement normal, les eaux pluviales sont infiltrées dans trois bassins d'infiltration répartis sur le site. Chacun de ces bassins est équipé d'au moins deux vannes commandées électriquement permettant, soit d'orienter les eaux vers les bassins d'infiltration, soit, en cas d'incendie, de diriger les eaux d'extinction vers le bassin de confinement. L'organisation décrite sur le plan apparaît cohérente avec l'objectif de confinement des eaux d'extinction imposé par la réglementation.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection s'est rendue au niveau du bassin d'infiltration situé en sortie de site ainsi qu'au niveau du bassin de confinement. Ce dernier présente un revêtement imperméable et ne montrait pas de stagnation d'eau au moment du passage. Un test de déclenchement de la détection incendie a été réalisé afin de vérifier l'asservissement des vannes à cette détection incendie, permettant d'orienter les eaux vers le bassin de confinement. L'essai s'est avéré concluant, et l'inspection a contrôlé par sondage le changement d'état des vannes (voyants de l'armoire électrique) au niveau du bassin d'infiltration situé en sortie de site.</p> <p>Dans un second temps, l'inspection a vérifié la bonne réception du poteau incendie (dit "poteau incendie relais") installé à moins de 100 mètres du bassin de confinement. L'exploitant a envoyé à l'inspection, suite à la visite, le document du SDIS Calvados attestant de la réception de ce poteau relais le 25 juin 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt</p>

du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

**Constats :**

L'inspection a vérifié, conformément aux exigences de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'existence d'un plan de défense incendie (PDI) sur le site. L'exploitant a présenté la dernière version disponible du document, datée du 18 novembre 2025. Le suivi et la mise à jour du PDI sont assurés par M. ROUJOLLE.

L'objet de la présente visite n'était pas d'examiner en détail le contenu du PDI, mais de s'assurer de son existence et de sa mise à jour.

Par ailleurs, l'inspection propose d'engager une réflexion sur la mise à disposition d'une version papier du PDI destinée aux équipes de secours, afin qu'elles puissent y accéder en cas d'intervention en dehors des heures ouvrées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/12/2023, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sprinklage

**Prescription contrôlée :**

Les cellules de stockage sont équipées d'une détection automatique d'incendie et d'un réseau de sprinklage de type ESFR alimenté par une réserve en eau de 423 m<sup>3</sup> et comprenant deux groupes moto-pompes de débit 445 m<sup>3</sup>/h. Les cellules de stockage dédiées à l'entreposage des liquides inflammables et des aérosols sont équipées d'une détection automatique d'incendie et d'un réseau de sprinklage complémentaire de type traditionnel dans les racks alimentés par la même réserve en eau de 423 m<sup>3</sup>.

Le dimensionnement des besoins en eau a établi un potentiel hydraulique de 720 m<sup>3</sup> utilisables sur deux heures (débit requis de 360 m<sup>3</sup>/h).

Deux poteaux d'eau incendie se trouvent à moins de 100 mètres d'un accès d'une cellule et délivrent un débit simultané de 230 m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant dispose d'une réserve incendie de 360 m<sup>3</sup> réceptionnée par le SDIS.

L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité opérationnelle permanente des deux poteaux d'eau incendie normalisés fournissant un débit minimal simultané de 180 m<sup>3</sup>/h.

Un poteau incendie (alimenté par le SDIS via une colonne sèche présente entre un des 3 poteaux de la défense extérieure contre l'incendie) est installé à moins de 100 mètres du bassin n°4 pour permettre de lutter contre un feu de nappe enflammée. Les flux thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup> générés par un feu de nappe au sein du bassin n°4 restent dans les limites de propriété.

Ce bassin n°4 est implanté à plus de 20 mètres de limites de propriété et des bâtiments F16 et F17 afin que les effets thermiques de plus de 8kw/m, issus d'une nappe enflammée n'entraînent pas d'effet domino.

**Constats :**

L'inspection a demandé à l'exploitant de pouvoir consulter les documents relatifs au suivi du système de sprinklage, à savoir le document de réception de l'installation (dénommé N1) ainsi que les documents recensant les contrôles périodiques semestriels (dénommés Q1).



L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le certificat N1 de l'installation. En effet, à la suite de modifications importantes sur le site, les cellules de stockage des liquides inflammables et des aérosols disposent, contrairement au reste des zones, d'un système de sprinklage classique. Cette modification aurait normalement dû faire l'objet d'une réception par le CNPP et de la délivrance d'un certificat N1. L'exploitant indique avoir sollicité ses conseils en 2024, mais ceux-ci ont précisé que le CNPP ne délivrera pas de certificat N1, l'installation étant désormais entrée dans la période dite «trentenaire». Cette période prévoit la réalisation d'un audit complet du dispositif de sprinklage, et le cas échéant, la mise à niveau du système. Le certificat N1 ne pourra donc être délivré qu'à l'issue des éventuels travaux liés à cette révision «trentenaire».

L'inspection a toutefois pu prendre connaissance des deux derniers certificats Q1 de l'installation de sprinklage, datés du 04/07/2025 et du 07/01/2026. Il a été constaté que ces deux certificats Q1 ne font état d'aucun «point de non-conformité avec risque de mise en échec ou système en situation d'échec». Ces certificats valident donc l'aspect opérationnel du système, même en l'absence, à ce stade, du certificat N1.

Par ailleurs, l'inspection a relevé deux «points de non-conformité sans risque de mise en échec», concernant les groupes motopompes : «absence de maintenance depuis 2023». L'exploitant a fourni les deux rapports de visite d'entretien des groupes motopompes, datés du 15/01/2026. Il indique avoir revu son dispositif de suivi des non-conformités en lien avec les rapports d'intervention, et être désormais en mesure d'assurer un suivi plus précis de celles-ci. L'inspection a, par ailleurs, constaté au niveau du local sprinklage la présence de l'étiquette attestant du passage pour la maintenance des groupes motopompes le 15/01/2026, ainsi que les preuves des maintenances semestrielles 2025 du système de sprinklage.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées insiste sur l'importance de mettre en place un suivi rigoureux des rapports d'intervention réalisés sur le site, notamment pour les opérations de maintenance liées à la sécurité incendie.

Une dérive dans la fréquence de réalisation des opérations de maintenance, notamment pour les groupes motopompes, a été constatée entre 2023 et 2025. Il est impératif de rétablir une périodicité régulière conforme aux prescriptions afin de garantir la fiabilité des équipements de lutte contre l'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Mesures d'atténuation des effets thermiques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/12/2023, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, moyens de protection

#### **Prescription contrôlée :**

Deux mesures d'atténuation (merlon de terre et mur en béton) sont installées afin de contenir les flux thermiques supérieur à 5 kW/m<sup>2</sup> dans les limites de l'établissement et dans la limite de la hauteur du mur béton côté F17.

Un merlon de terre est installé en limite Sud de propriété. D'une hauteur de 2,5 mètres et d'une longueur de 109 mètres en haut de talus et 119 mètres en pied de talus [...]

Un mur coupe-feu stable 2 heures est installé au Nord à 4,3 m du bâtiment F17. D'une hauteur de 4 mètres et d'une longueur de 144 mètres, ce mur voit un merlon de terre (d'une hauteur

d'environ 1,7 m) venir s'adosser sur sa base côté rue. [...]

**Constats :**

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté le bon entretien du merlon situé au sud de l'établissement, ainsi que celui du mur coupe-feu au nord. L'objet du contrôle n'était pas de vérifier les dimensions exactes de ces ouvrages, mais de s'assurer de leur bon état d'entretien, en particulier de l'absence de végétation susceptible de favoriser la propagation d'un incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite